

UNIVERSSE 2017, 4ème Congrès Européen sur l'Economie Sociale et Solidaire Athènes du 9 au 11 juin 2017.

Retour sur la conférence : L'avenir de l'ESS en Europe: comment co-construire les politiques publiques avec les institutions, organisé par le RIPESS Europe

Pourquoi la reconnaissance de l'économie sociale solidaire est-elle si difficile ?

Jean Louis Laville, CNAM et membre du conseil consultatif du RIPESS EU, France : L'associationnisme du 19^e siècle met en œuvre une solidarité démocratique, mouvement éradiqué pour fonder une entreprise de prise en charge des pauvres et asseoir le capitalisme. La solidarité devient philanthropique et n'est plus structurée sur une lutte contre les inégalités mais devient une lutte contre la pauvreté. Avec le 20^e siècle on sort de la philanthropie pour entrer dans l'état social. Ce qui a été perdu c'est le fait que la solidarité pouvait être un acte émancipateur. L'économie Solidaire a été accusée dès le départ d'être contre l'État social, mais l'arrivée du néolibéralisme rebat les cartes, la première vague de néo libéralisme apparaît au début du 20^e siècle sur la question de la concurrence puis elle est amendée à la fin du 20^e siècle par la philanthropie capitaliste à but social. On rencontre une difficulté à arrimer les deux formes de la solidarité : d'un côté la réciprocité et de l'autre la philanthropie. Face à cela il existe trois scénarios :

- *L'ESS réduite à la réparation est un instrument de l'état*
- *L'ESS est un instrument de moralisation du capitalisme social business*
- *L'ESS vecteur d'une démocratie économique plurielle c'est le projet de l'économie solidaire.*

Changer la direction des fonds européens en faveur de l'économie sociale et solidaire

Kostadinka Kuneva, membre du Parlement européen SYRIZA GUE / NGL, Grèce : La gauche européenne a choisi l'ESS comme une de ses prérogatives et il y a un groupe de travail de la commission dédié à l'ESS, le travail de l'organisation mondiale du travail est une bonne base pour construire une prise en compte par l'Europe, mais nous devons augmenter nos actions sur la promotion et la prise en compte de l'ESS dans les politiques européennes notamment sur les bonnes pratiques ; nous valorisons la coopérative sociale comme le modèle développé au pays basque espagnol. Il existe une confusion intentionnelle des termes et des définitions sont nécessaires car la communauté européenne utilise cette confusion pour financer des structures qui ne relèvent pas de l'ESS mais d'une économie du profit. Il est facile de dire que l'on crée des opportunités quand en réalité la part des financements dédiée à l'ESS reste très minoritaire et sert des entreprises qui ne sont pas du champs de l'ESS . Il y a une réelle inégalité entre les fonds qui vont soutenir l'ESS et le financement des entreprises capitalistes, la BCE porte un fond d'investissement social mais pour l'instant il n'est pas assez fourni et ce sont les multinationales qui vont capter ces fonds. « L'humanité au travail », le prochain forum ESS du groupe des gauches au parlement aura lieu en octobre

Le Socle des droits sociaux européens et l'ESS

Laura Aufrère, Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles – France (UFISC / RIPESS) : Mon témoignage porte sur la contribution du RIPESS Europe à la commission européenne sur le socle social. Le choix du RIPESS a été d'élaborer une contribution politique et pas technique construite sur la base des textes fondamentaux notamment la déclaration des droits de l'homme. Il y a encore de l'espoir du côté du travail de l'OIT. Tout n'est pas perdu mais il faut rester vigilant sur la prise en compte de la solidarité par la communauté européenne. L'entrée par les textes fondamentaux permet de donner une assise historique et législative à notre contribution.

L'expérience du Forum d'économie solidaire brésilien et la relation avec les autorités publiques

Adriana Bezerra Cardoso, ex membre du FBES, vice présidente du secrétariat à l'économie solidaire de Maricá, Brésil : témoigne sur la construction du dialogue social au Brésil entre les acteurs et l'État. L'économie solidaire est au Brésil un mélange entre société primitive et l'apport des déportés anarchistes italiens et allemands au Brésil qui apportent leur outils coopératifs ... L'Économie solidaire porte l'autogestion comme principe fort et une économie sans patron et sans pollution. Quand Lula a gagné les élections, le forum de l'ESS brésilien a obtenu un secrétariat à l'économie solidaire, mais il a fallu comprendre quel était le rôle de l'État et quel était le rôle du forum car les personnes étaient issues des mêmes mouvances. En même temps l'économie solidaire a toujours été minoritaire au sein de l'État qui porte d'abord un projet capitaliste, donc le défi ce n'est pas de penser qu'on va avoir une autre politique de l'État mais de se battre pour que l'État laisse la place et soutienne la construction d'une autre économie. Le coup d'État qui n'est pas fini, il a pour objet de détruire tout espace de résistance à l'avènement du néo-libéralisme et pour cela ils sont prêts à utiliser des moyens très violents pour les populations. Le forum brésilien n'a plus d'espace de dialogue et de négociation, le conseil national pour l'ESS est dirigé par des néo-libéraux qui transforment l'économie solidaire en social business. Le parti travailliste a fait des erreurs dans la mise en place des espaces de concertation, aujourd'hui il y a des politiques de résistance des acteurs de l'ESS mais en face il y a un mouvement fort de la droite libérale.

Les expériences du GECES (Groupe d'experts pour l'Economie Sociale de la Commission européenne).

Patricia Andriot, RTES (Réseau des Collectivités territoriales pour l'économie solidaire France) : Le RTES s'inscrit dans le 3^e scénario de Jean Louis Laville : défendre la biodiversité en économie et dans l'ESS, auquel s'ajoute l'ancrage territorial et la co-construction des politiques publiques. Nous essayons de faire reconnaître la co-construction et la création d'outils juridiques qui permettent de contractualiser cette co-construction. Au sein du groupe ESS de la commission européenne, les experts de la commission choisis par la commission ont reçu pour commande, suite au social business acte, de faire des recommandations. Le premier combat du GSESS était sur la définition et a subi une forte influence du social business pour l'assimilation de l'ESS à l'entreprise sociale. Le seul progrès a été la reconnaissance des définitions nationales. On a pu ouvrir à nouveau le débat autour de la cartographie, en obtenant une étude pour compléter, incluant tout un pan de l'économie solidaire qui avait été oublié et on a obtenu la mise en place d'une Task force sur l'ESS dont on peut trouver le programme sur le site internet de la commission européenne.

Extraits rédigés à partir d'une prise de note, par Bruno LASNIER coordinateur national du MES, juin 2017.